



UMR 6173 CITERES



Colloque international « Villes petites et moyennes, un regard renouvelé » Pertinence scientifique d'une analyse pluridisciplinaire du territoire

Tours (France), 9 et 10 décembre 2010

Appel à communications

Quand on considère l'ensemble des travaux portant sur les dynamiques spatiales, économiques, sociales, ou encore institutionnelles, des villes contemporaines, le constat fréquemment fait par la communauté scientifique et les commanditaires de recherche est que la plupart des recherches focalisent sur le niveau supérieur des hiérarchies urbaines nationales ou continentales : les métropoles ou les agglomérations en voie de « métropolisation ». De manière symétrique, un effort particulier de recherche a été mené, notamment par les géographes, économistes, sociologues ou aménageurs, en direction des « périphéries », qu'il s'agisse d'espaces ruraux ou de bassin industriels en reconversion. En revanche, on déplore périodiquement un déficit de recherches sur les niveaux intermédiaires des hiérarchies urbaines, ainsi qu'un manque de confrontation des travaux mobilisant l'aménagement-urbanisme ou la géographie, mais aussi le droit, la science économique ou la sociologie, dans une perspective interdisciplinaire. Une des raisons peut être la difficulté à fournir une définition des situations urbaines intermédiaires. A chaque fois, il faut considérer les extrêmes supérieurs et inférieurs d'une hiérarchie nationale ou continentale, c'est-à-dire s'attacher au contexte du développement urbain, avant de sélectionner certains objets (construction intercommunale, innovation territoriale, étalement urbain...), dont l'appréhension semble plus immédiate dans d'autres contextes.

A contrario, ne peut-on pas envisager que les villes dites moyennes, petites ou intermédiaires constituent un niveau pertinent d'observation de problématiques plus larges de développement territorial et d'évolution des sociétés contemporaines ? Les innovations théoriques et méthodologiques découlant des recherches sur cet objet « flou » ne méritent-elles pas d'être versées comme contribution aux débats actuels sur les territoires ? Géographes, chercheurs en urbanisme, juristes, politistes, sociologues, économistes, tous sont invités à préciser dans quelle mesure, les villes petites et moyennes constituent ou non une échelle pertinente d'analyse des mutations en cours. L'aire géographique et culturelle privilégiée sera l'Europe, des ouvertures vers d'autres situations continentales ou des approches comparatives étant également bienvenues.

L'Université François-Rabelais de Tours accueille ce colloque, à travers son laboratoire Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES, UMR 6173 CNRS). Au sein du comité d'organisation du colloque, sont mobilisés des laboratoires de trois autres universités du Centre-Ouest français : Orléans, Poitiers, La Rochelle. On s'appuie également sur la MSHS de Poitiers et la MSH de Tours. Le conseil scientifique du colloque couvre un large éventail de champs disciplinaires (aménagement-urbanisme, géographie, science économique, sociologie...), en France et à l'étranger, et est ouvert à toute contribution émanant des sciences sociales. Il bénéficie de la présence de collaborateurs de la DATAR, engagés dans le groupe de prospective Territoires 2040, dédié aux

« villes intermédiaires et à leurs espaces de proximité ». Enfin, construit dans un partenariat étroit avec Villes au Carré, centre de ressources interrégional sur la politique de la ville et le développement territorial, ce colloque ambitionne, par la mise au débat de recherches et l'apport d'expériences de praticiens, de contribuer à enrichir la réflexion des décideurs et acteurs des territoires, comme d'identifier de nouveaux terrains et thèmes d'analyse. La contribution des praticiens des villes petites et moyennes (élus ou techniciens) sera organisée à travers le réseau tissé par Villes au Carré en régions Centre et Poitou-Charentes. Elle pourra prendre la forme d'une participation à des tables-rondes ou à différentes sessions du colloque.

Axes de l'appel à communication

Traiter des villes petites et moyennes, de la spécificité de leurs fonctions, de leur rôle au sein des armatures urbaines régionales et nationales n'est pas en soi nouveau. Il s'agit donc de cerner les héritages, issus de recherches (Lajugie, 1974 ; Laborie, 1979 ; Santamaria, 2000), de colloques internationaux (Charbonneau et alii, 2003) ou d'ouvrages collectifs (Mabileau et Sorbets, 1989). Dans les années 2000, un programme européen ORATE/ESPON 1.4.1 a été entièrement dédié aux *small and medium sized towns*. En outre, nombre de travaux de diagnostic ou de plans d'aménagement du territoire, tels que le Schéma de Développement de l'Espace Atlantique ont déjà identifié les villes moyennes comme un niveau stratégique de l'action publique aux échelles régionales et interrégionales. Mais aujourd'hui, au moment où de façon similaire dans plusieurs pays européens, la métropole s'affirme à la fois comme nouvelle catégorie spatiale et comme nouveau périmètre d'action et de gouvernance, la place des villes petites et moyennes dans les visions spatiales et les politiques d'aménagement ne demande-t-elle pas à être repensée ?

Le renouvellement des questions sur les villes petites et moyennes peut être entrepris en suivant cinq voies d'entrée. Ces entrées n'ont, bien entendu, rien d'exhaustif et des propositions de communication les combinant ou s'en distinguant seront recevables. En sollicitant une contribution de chercheurs travaillant au sein de différentes disciplines des sciences sociales, les organisateurs souhaitent provoquer des échanges nourris.

Axe 1. Comment définir la ville petite ou moyenne ?

La « *ville moyenne n'existe pas mais on la rencontre* » (Commerçon, 1999). Souvent, qu'on la dénomme encore ville de transition ou ville intermédiaire, la tranche médiane de l'armature urbaine est définie en fonction de seuils statistiques, de périmètres spatiaux, de niveaux d'échelle et de polarisation variables¹. Il en est de même pour les petites villes (Edouard, 2008).

Cet objet flou est parfois légitimé par des politiques publiques lancées par l'Etat, ou réclamées à travers des initiatives locales et une mise en réseau. La ville devient alors un objet d'action publique qui s'apprécie en fonction de l'importance octroyée dans les politiques d'aménagement des territoires. Certaines Régions, lorsqu'elles initient des politiques d'appui aux « villes moyennes », visent en fait la structuration de l'espace dit rural. Ainsi, la Région Centre propose un appui spécifique aux communes ayant quelques milliers d'habitants, inscrites dans une démarche de pays.

Le qualificatif adossé à celui de ville est porteur d'une symbolique identitaire tantôt valorisée tantôt reniée par les élus ou par les habitants. A l'ère du marketing territorial, le sens des mots a autant d'importance que la détermination de seuils statistiques. Le qualificatif « petit » peut être synonyme de fragilité autant qu'il renvoie à l'expression « *small is beautiful* ». « Moyen » est tout autant associé à « médiocre » qu'au « juste milieu ». En termes de qualité de vie, la ville moyenne serait alors l'archétype du parfait équilibre entre les campagnes et les métropoles : plus animées que les premières mais plus calmes et conviviales que les secondes.

A l'occasion de ce colloque, sont donc attendues des communications qui, plutôt que d'adopter une définition *a priori* et figée, interrogent toute la relativité (statistique, territoriale, fonctionnelle..) ainsi que la portée symbolique de cette catégorie de villes.

¹ Par exemple, en France, la DATAR définit comme villes moyennes les aires urbaines comptant entre 30 000 et 200 000 habitants. A l'inverse, pour l'INSEE, les villes de taille intermédiaire, en Poitou-Charentes, comptent de 10 000 à 40 000 habitants. De son côté, la Fédération des Maires des villes moyennes (FMVM) regroupe les communes comprises entre 20 000 et 100 000 habitants.

Axe 2. Quelle place pour les villes moyennes et petites dans l'espace régional ?

La littérature théorique en économie spatiale, comme les travaux sur la mondialisation et la métropolisation, les recherches sur les grandes infrastructures ou les TIC laissent entendre, dans l'ensemble, que l'attractivité relative des villes petites et moyennes est tendanciellement déclinante. N'y aurait-il guère de salut en dehors des « métropoles » ? Les études de cas de villes petites et moyennes n'apportent-elles pas des conclusions plus nuancées ? De même, n'est-il pas urgent de penser comment les métropoles et les réseaux à l'œuvre aujourd'hui reconfigurent le rôle des villes moyennes et petites dans l'espace régional ? Dans un système dominé par les métropoles, à quelles conditions les petites et moyennes villes peuvent-elles être l'espace privilégié des recompositions de l'organisation régionale ? La mise en réseau des territoires constitue-t-elle ou non une chance pour les petites et moyennes villes, face aux systèmes métropolitains ?

Ces questions classiques ouvrent la voie à des approches théoriques plus larges. Les mutations des petites et moyennes villes constituent-elles, ou révèlent-elles, des logiques régionales que l'on pourrait qualifier de post-christallériennes ? Et que sont ces nouvelles organisations régionales qui se dessinent ?

Axe 3. Productive ou résidentielle : quelle économie pour les villes petites et moyennes ?

Il y a peu d'années la spécificité des villes moyennes par rapport aux grandes villes et agglomérations, apparaissait assez marquée sur le plan socio-économique. Dans *La France en villes*, F. Damette (1994) pointait notamment une spécialisation fréquente dans des activités de production industrielle, comme dans les activités de reproduction sociale simple. Dans quelle mesure cette situation a-t-elle eu tendance à se renforcer ou à s'atténuer dans un contexte profondément transformé, tant sur le plan économique que sur celui de l'accessibilité généralisée ?

Il s'agira ici de relier les villes petites et moyennes à des dynamiques plus larges, notamment en abordant les questions actuelles de mondialisation, de désindustrialisation, d'innovation, de marchés locaux du travail. Les villes petites et moyennes sont-elles fortement exposées au phénomène de désindustrialisation ? Ont-elles des problématiques spécifiques à gérer en termes de reconversion, de repositionnement de la main d'œuvre ? A l'inverse, peuvent-elles être des lieux importants d'innovation ? Ne restent-elles pas à l'écart des politiques récentes d'innovation, comme la politique des pôles de compétitivité en France, par exemple ? Quelle est l'inscription des villes petites et moyennes dans les systèmes urbains (ou d'entreprises), au travers notamment d'interactions spatiales de nature diverse ? Quelles nuances ou remises en cause apportent les travaux sur l'économie résidentielle ?

Axe 4. Quels effets des politiques publiques ?

En matière de politique publique, on peut s'interroger sur le fait que pratiquement aucune attention n'a été portée aux petites villes et aux moyennes si l'on fait exception des réflexions lancées à plusieurs reprises par la DATAR (Acadie, 2005 ; De Roo, 2007). Il semble que pour ces villes, des actions publiques conçues pour *d'autres* entités aient été retenues, comme l'attention métropolitaine, les ouvertures à l'internationalisation... On a prôné des politiques d'adossement plus que des politiques dédiées. Il en découle aujourd'hui certaines ambiguïtés. Par exemple, les antennes universitaires ont-elles un effet nettement positif pour le développement des villes moyennes, ou seront-elles demain une charge pour les collectivités territoriales concernées ? Les politiques de modernisation du type RGPP n'ont-elles pas souvent concerné négativement les villes moyennes ? Le plan de relance initié en France pour contrer les effets de la crise financière peut-il impliquer favorablement les villes en question ? Plus largement encore, des interrogations peuvent être conduites sur l'intérêt, en général, de politiques spécifiques dédiées à tel ou tel type de villes, à l'heure où un soutien est affiché par certains niveaux d'interventions (Régions, Etats, Union Européenne...) mais où on peine souvent à définir des modalités d'application.

Axe 5. Habiter la ville petite ou moyenne ?

L'entrée par les habitants peut probablement aider à mieux cerner les spécificités des villes petites et moyennes. Il s'agit d'abord d'approfondir la connaissance des habitants, dans leur diversité, en termes d'identité sociale, sociodémographique ou sociopolitique. Quels sont les groupes sociaux en présence ? Comment font-ils société ? Quelles sont les formes de solidarité, de dé-liaison ou d'exclusion ? En quoi diffèrent-elles de celles observées ailleurs, dans les espaces à plus faible ou à plus forte urbanité ? Il s'agit ensuite d'approfondir le rapport que les habitants entretiennent à leur espace de vie : comment décrivent-ils ou qualifient-ils leur environnement résidentiel ? Quelles en sont les représentations dominantes ? Quelles sont les trajectoires, les stratégies et les

comportements résidentiels ? Sont-ils marqués par l'instabilité ou par l'ancrage ? Selon quels déterminants ? La connaissance des modes de vie et / ou des modes d'habiter pourra s'étendre à la quotidienneté : quels systèmes de mobilité ? Quelles pratiques spatiales ? Quelles représentations des lieux et des milieux pratiqués ou évités ? Quelles connexions aux grands systèmes de mobilité (tourisme) et aux réseaux de télécommunications, aux échelles régionales, nationales, continentales ou mondiales ? A partir de l'habitant et de son habiter, c'est aussi l'articulation entre ces villes de petites tailles, les espaces ruraux et les villes de rang supérieur qui est posée.

Repères bibliographiques :

- ACADIE (2005), *Les villes moyennes, enjeux d'action publique*, rapport à la DATAR, Paris, ACADIE.
- Cattan, N., Saint-Julien, T. (1998), Quels atouts pour les villes petites et moyennes en Europe occidentale ?, *L'information géographique*, n°4, pp. 158-164.
- Charbonneau, F., Lewis, P., Manzagol, C. (eds) (2003), *Villes moyennes et mondialisation, renouvellement de l'analyse et des stratégies*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, collection Trames.
- Commerçon, N., (1999), Entre métropoles et pays : les villes moyennes de la vallée de la Saône, in N. Commerçon et P. George (dir.) (1999), *Villes de transition*, Paris, Anthropos, p.31-68
- De Roo, P. (coord.) (2007), *Les villes moyennes françaises: enjeux et perspectives*, Paris, Diact, collection Travaux.
- Edouard, J.-C. (2008), La petite ville : contexte scientifique et enjeux de développement/aménagement, *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, Volume 2008-1, pp. 3-12.
- Hilal, M., Schmitt, B. (2003), *Services aux populations : l'importance de l'économie résidentielle*, INRA, Recherches en économie et sociologie rurales, n°1-2.
- Laborie, J.-P. (1979), *Les petites villes*, Paris, Editions du CNRS
- Laborie, J.-P., Renard, J. (eds) (1997), *Bourgs et petites villes*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail
- Lajugie, J. (1974), *Les villes moyennes*, Paris, Cujas.
- Mabileau, A., Sorbets, C. (eds) (1989), *Gouverner les villes moyennes*, Talence, Centre d'Etudes et de Recherche sur la Vie Locale.
- Roques, J.-L., (2009), *La fin des petites villes, une modernité envahissante*, Paris, L'Harmattan
- Santamaria, F., (2000), La notion de villes moyennes en France, en Espagne et au Royaume-Uni, *Annales de géographie*, n°613, pp. 227-239.

Modalités de soumission et calendrier

Les propositions de communications peuvent être envoyées, jusqu'au **30 juin 2010** à l'adresse suivante : vianney.barbin@villesaucarre.org

Le modèle à remplir est à télécharger sur le site du colloque, où figurent toutes les informations : <https://sites.google.com/site/villespetitesetmoyennes>

Le texte complet des communications retenues sera ensuite adressé aux organisateurs sous une forme définitive avant le **15 novembre 2010**.

Publications

Les communications les plus significatives feront l'objet d'une série de publications.

Dès à présent, des accords ont été passés avec les responsables éditoriaux de deux revues :

- **Noréis**
- **Revue d'Economie Régionale et Urbaine**

Un ouvrage collectif sera préparé pour publication aux **Presses Universitaires de Rennes**.

Enfin, auprès des décideurs du centre et de Poitou-Charentes, le centre-ressources Villes au Carré organisera courant 2011 une diffusion des résultats du colloque.

Droits d'inscription

Tarif plein : 120 €

Tarif réduit : 60 € (étudiants, sur justificatif)

Les frais d'inscription comprennent l'accès aux sessions, les pauses cafés, les déjeuners, les documents de travail.

Comité scientifique

AUBERT Francis, économie, SupAgro Dijon
BAZIN Marcel, aménagement-urbanisme, Université de Reims
BERTRAND François, aménagement-urbanisme, Université de Tours
BONERANDI Emmanuelle, géographie, ENS Lyon
BOUBA-OLGA Olivier, économie, Université de Poitiers
CAILLY Laurent, géographie, Université de Tours
CARRIER Mario, aménagement-urbanisme, Université Laval, Québec, Canada
CARRIERE Jean-Paul, aménagement-urbanisme, Université de Tours
DE ROO Priscilla, Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Attractivité Régionale, Paris
DEMAZIERE Christophe, aménagement-urbanisme, Université de Tours
DORE Gwenael, économie, Université de Poitiers
EDOUARD Jean-Charles, géographie, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand
FACHE Jacques, géographie, Université d'Angers
FRITSCH Bernard, géographie, Université de Nantes
HERNANDEZ Frédéric, aménagement-urbanisme, Université Paul Cézanne, Aix-en-Provence
JEAN Bruno, sociologie, Université du Québec à Rimouski, Centre de Recherches sur le Développement Territorial, Canada
JEAN Yves, géographie, Université de Poitiers
LACOUR Claude, économie, Université Bordeaux IV
LAVIALLE Christophe, économie, Université d'Orléans
MARCELPOIL-GEORGE Emmanuelle, aménagement-urbanisme, CEMAGREF, Grenoble
PIVETEAU, Vincent, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, Paris
SANTAMARIA Frédéric, aménagement-urbanisme, Université Paris VII
SUBREMON Hélène, sociologie, Université de Tours
TAULELLE François, aménagement-urbanisme, Centre Universitaire Champollion, Albi
VYE Didier, géographie, Université de La Rochelle
ZANINETTI Jean-Marc, géographie, Université d'Orléans

Comité d'organisation

Christophe DEMAZIERE (coordonnateur, U. Tours), François BERTRAND (U. Tours), Laurent CAILLY (U. Tours), Jean-Paul CARRIERE (U. Tours), Hélène SUBREMON (U. Tours), Vianney BARBIN (Villes au Carré), Cécile DUBLANCHE (Villes au Carré), Olivier BOUBA-OLGA (U. Poitiers), Gwenael DORE (U. Poitiers), Christophe LAVIALLE (U. Orléans), Didier VYE (U. La Rochelle), Jean-Marc ZANINETTI (U. Orléans), Khaled HIRECH (MSHS Poitiers), Gwenael LAMARQUE (MSH de Tours), Xiaogang LI (U. Tours), Fabien NADOU (U. Tours), Maïssa TOP (U. Tours).